Volet statutaire

Promotion professionnelle

Encouragement à la promotion professionnelle des agents de la fonction publique

L'accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003 relatif à la formation tout au long de la vie n'a pas encore été transposé à l'ensemble de la fonction publique. Les principes contenus dans cet accord et dans la loi du 4 mai 2004 sont notamment destinés à permettre aux salariés de mieux maîtriser leurs évolutions professionnelles. Leur mise en œuvre impliquerait dans la fonction publique une meilleure reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle, une validation des acquis de l'expérience facilitée et le droit individuel à la formation.

Pour l'ensemble des catégories C, B et A

Les politiques de gestion des ressources humaines ministérielles devront privilégier les mesures statutaires destinées à favoriser les débouchés professionnels.

Les schémas ministériels de GRH devront contenir des « projets de parcours professionnels » (PPP) définissant des objectifs de promotion professionnelle et mettant en cohérence les différents outils (grilles, requalifications, perspectives d'avancement et de promotions, fusions de corps, plan de formation).

Le pilotage et la cohérence, au niveau interministériel, seront assurés grâce, notamment, à la tenue de conférences annuelles de GRH, à partir du printemps 2006.

Un groupe de suivi sera constitué au niveau interministériel avec les partenaires sociaux pour leur permettre d'être informés régulièrement de l'évolution de la politique de promotion professionnelle.

Dans la fonction publique territoriale, le projet de loi récemment soumis au CSFPT et ses prolongements réglementaires s'inscrivent dans la même démarche. Le volet réglementaire permettra notamment d'assouplir les seuils et de majorer les quotas de promotion. (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Déroulement de carrière et grille

Restructuration de la catégorie C

Réorganisation de la catégorie C en revalorisant le début des carrières à l'indice majoré 280, culminant pour l'ensemble des agents à l'indice 415 et en prévoyant un échelon exceptionnel à l'indice 429 pour les corps de maîtrise ouvrière et technique.

Nouvelle grille

Grades Echel.	Indice Bruts	Indices Majorés	Durée	Durée cumulée
Echelle 6				
EX	499	429		21a
7	479	415	4a	17a
6	449	393	4a	13a
5	422	374	3a	10a
4	394	358	3a	7a
3	375	345	3a	4a
2	360	334	2a	2a
1	343	323	2a	

Ancienne grille

Grades Echel.	Indice Bruts	Indices Majorés	Durée	Durée cumulée
MOP				
6	479	415		16a
5	449	393	4a	12a
4	406	365	3,5a	8,5a
3	338	354	3,5a	5a
2	372	342	2,5a	2,5a
1	351	327	2,5a	
NEI				
3	449	393		7a
2	427	378	4a	3a
1	396	359	3a	

Echelle 5

11	446	391		30a						
10	427	378	4a	26a		10	427	378		26a
9	396	359	4a	22a		9	396	359	4a	22a
8	379	348	4a	18a		8	379	348	4a	18a
7	363	336	4a	14a		7	363	336	4a	14a
6	347	324	3a	11a		6	347	324	3a	11a
5	334	316	3a	8a		5	334	316	3a	8a
4	321	306	3a	5a		4	321	306	3a	5a
3	307	297	2a	3a		3	307	297	2a	3a
2	298	290	2a	1a		2	297	289	2a	1a
1	290	284	1a			1	281	280	1a	

Echelle 4

11	409	367		30a						
10	382	351	4a	26a		10	382	351		26a
9	374	344	4a	22a		9	374	344	4a	22a
8	360	334	4a	18a		8	360	334	4a	18a
7	343	323	4a	14a		7	343	323	4a	14a
6	333	315	3a	11a		6	333	315	3a	11a
5	320	305	3a	8a		5	320	305	3a	8a
4	307	297	3a	5a		4	307	297	3a	5a
3	298	290	2a	3a		3	297	289	2a	3a
2	290	284	2a	1a		2	287	282	2a	1a
1	287	282	1a			1	277	278	1a	

Echelle 3

11	388	354		30a						
10	364	337	4a	26a		10	364	337		26a
9	347	324	4a	22a		9	347	324	4a	22a
8	333	315	4a	18a		8	333	315	4a	18a
7	324	308	4a	14a		7	324	308	4a	14a
6	314	302	3a	11a		6	314	302	3a	11a
5	305	295	3a	8a		5	303	294	3a	8a
4	298	290	3a	5a		4	296	288	3a	5a
3	293	286	2a	3a		3	290	284	2a	3a
2	287	282	2a	1a		2	280	279	2a	1a
1	281	280	1a			1	274	276	1a	

Transposition de la nouvelle grille du C aux « berkanien » (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Accord pour spécifier que des recrutements différenciés seront prévus au sein des nouveaux corps pour tenir compte des différents niveaux de qualification et que l'accès au grade

supérieur se fera selon des modalités adaptées aux métiers et qualification des différentes filières.

Amélioration des débouchés de la catégorie C en catégorie B

Accord pour porter le taux maximum de promotion interne à 40% des recrutements. *(demande CFTC lors de la négociation du 19/1).*

Accord pour porter le taux de la clause de sauvegarde d'un taux de 3,5% à 5% et examiner un dispositif transitoire plus volontariste allant au-delà, en tant que de besoin pour faire face à des difficultés conjoncturelles.

Revalorisation de l'indice plancher de la catégorie B et amélioration de la grille du premier grade de la « catégorie B type ».

Echelons	Indice majoré 1 ^{er} grade B type	Indice majoré Nouveau 1 ^{er} grade	Points d'indice supplémentaires	Augmentation de salaire par mois hors augmentation de la valeur du point d'indice
13	462	462		
12	438	438		
11	417	417		
10	394	394		
9	377	383	+6	+26,82 €
8	360	369	+9	+40,23 €
7	349	361	+12	+53,64 €
6	335	351	+16	+71,52 €
5	324	338	+14	+62,58 €
4	317	324	+8	+35,58 €
3	306	318	+12	+53,64 €
2	298	302	+4	+17,88 €
1	290	296	+6	+26,82 €

Amélioration des carrières des agents des catégories B et A

Accord sur les propositions d'élargissement de la promotion interne.

Accord pour la mise en place avant la fin de l'année 2006 d'un groupe de travail pour identifier les blocages de promotion selon les filières et les ministères.

Accord pour une bonification indemnitaire de 700 euros (soit l'équivalent de 15 points d'indice majoré) par an au profit des agents des corps de catégorie A-type qui ont plafonné pendant plus de 5 ans au sommet de la grille de leur corps (le dispositif sera reconduit pendant 3 ans – une clause de rendez-vous sera prévue à l'issue de ces trois ans).

Agents non titulaires

Amélioration de la protection sociale des agents non titulaires, notamment en CDI.

Accord pour l'institution au bénéfice des agents en CDI, sans préjudice des dispositions plus favorables des contrats et de la possibilité de se référer à un cadre ministériel préexistant, d'une clause de rendez-vous, au moins tous les 3 ans, sur l'évolution des rémunérations.

Accord pour engager en liaison avec les ministères concernés un travail sur les conditions d'application du régime d'assurance chômage pour les non titulaires (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Mise en place de mécanisme de régulation

Accord pour la réalisation d'un bilan, avant la fin de l'année 2006, sur l'application de la loi du 26 juillet 2005.

Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle, validation des acquis de l'expérience, formation.

Accord pour engager une négociation sur l'ensemble des sujets liés à la prise en compte de l'expérience et à la formation au cours de l'année 2006. Sur les bases suivantes :

- Institution de dispositifs de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle en substitution d'une épreuve sur programme d'un concours ou d'un examen professionnel.
- Prise en compte de l'expérience professionnelle pour déroger aux conditions de diplôme pour l'inscription aux concours.
- Prise en compte de l'expérience professionnelle dans les parcours professionnels, notamment pour les promotions.
- Consolidation des dispositifs existants pour faciliter la diversification des parcours professionnels, notamment le congé de formation mobilité.
- Prise en compte de l'expérience professionnelle pour faciliter les « secondes carrières ».
- Réflexion sur la validation des acquis de l'expérience (VAE), en lien avec le droit individuel à la formation.

Accord pour l'institution d'un congé de VAE imputable sur le DIF.

Institution d'un droit individuel de formation dans la fonction publique

DIF de 20 heures par an, cumulables sur 6 ans.

Accord sur l'ouverture d'une réflexion sur la transférabilité du DIF en cas de mobilité.

Application du DIF au non titulaires.

Compte épargne temps (CET)

Bilan et évolution du CET

Accord pour une réflexion sur les modalités d'utilisation du CET et les modalités d'un éventuel versement aux ayants droit. Cette réflexion devant aboutir avant fin 2006. (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Dialogue social

Accord pour un groupe de travail avec les organisations signataires. Les conclusions seront rendues fin 2006. (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Engagements finaux

Accord pour formaliser et soumettre aux organes consultatifs tous les textes statutaires pour juillet 2006. (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).

Accord pour constituer avec les organisations syndicales signataires un comité de suivi. (*demande CFTC lors de la négociation du 19/1*).